

L'autre Parole

LA REVUE DES FEMMES CHRÉTIENNES ET FÉMINISTES



Femmes en marche dans le monde

NO 81, PRINTEMPS 1999

L'AUTRE PAROLE

C.P. 393, Succ. C., MONTRÉAL, Qc, H2L 4K3

SOM-MÈRE

- 3 Liminaire
 YVETTE LAPRISE
- 5 Réseau mondial des groupes de femmes
 ROSALIE NDEJURU
- 8 Les femmes d'Afrique francophone agissent dans le cyberspace
- 11 Féminisme et tradition chrétienne :rencontre de visions
 HÉLÈNE SAINT-JACQUES
- 15 Match, un organisme pour les femmes et le développement
 MONIQUE DUMAIS
- 17 Haïti : des organisations féminines font le procès de la justice
- 19 Coopératives des femmes au Bénin
 HORTENSIA ACACHA
- 22 L'intégration des femmes au développement aux Philippines
 YVETTE LAPRISE
- 26 Les paysannes du Mali
 YVETTE LAPRISE
- 31 En quête de solidarité internationale
 LÉONA DESCHAMPS
- 34 Des femmes comme les autres
 STÉPHANIE ARSENAULT
- 37 Avec les enfants de la rue
 MANON LOCAS LEDOUX
- 39 Fatma Kayhan, militante kurde et féministe
- 40 En mémoire de Hajara
- 42 On nous écrit...
- Chroniques :**
- 45 Comment allez-vous II ?
 MARIE GRATTON
- 47 Saviez-vous que...
 AGATHE LAFORTUNE

Liminaire

« *Le chemin à parcourir est long et sinueux.* »

Marqué par l'imprévisibilité, l'incertitude, la précarité, le pluralisme, la complexité de la pensée et la cadence accélérée des changements, le monde actuel cherche la sécurité. Si, pour certains, les concepts de mondialisation, de globalisation, d'internationalisation, de plus en plus souvent évoqués, semblent s'imposer d'eux-mêmes, nous croyons, nous, que la solution n'est pas si simple. Des conditions essentielles, comme l'articulation d'un ensemble de rapports visant la pleine et véritable *humanité*, doivent être mis de l'avant. Nos sociétés, de plus en plus interdépendantes et plurielles, aspirent à se doter de ponts pour mieux se connaître et communiquer plus facilement entre elles d'égal à égal.

Les collaboratrices à ce numéro de la revue — des femmes d'ici et d'ailleurs, d'expérience, de fonction, de culture et d'âge divers — nous offrent, en ce sens, toute une panoplie de situations propres à nous mettre en marche les unes vers les autres. Raconter, soupçonner, suggérer, montrer, analyser, sonder : sont là autant de manières de nous partager leur vision des femmes en marche dans notre monde. Suivons-les...

En cours de lecture, il serait bon se rappeler que les textes proviennent d'origines diverses : d'auteures contactées directement; d'autres approchées par l'intermédiaire de leurs travaux de recherche (livres, revues) ou encore d'articles transmis sur internet. Il conviendrait également de relativiser les informations présentées en se rappelant que les discours et la vision du monde sont toujours subjectifs et que la saisie véritable d'une culture étrangère en constante mutation est fort complexe.

Vous êtes donc invitées à dépasser le premier degré de lecture pour tenter de soupçonner ce que le non-exprimé recèle, sachant que nous ne voyons pas le monde avec nos yeux mais selon la coloration et les limites de nos concepts. « Mises en état de grâce », nous pouvons maintenant suivre nos « cicérones » qui nous offrent une véritable mosaïque découpée à même l'immense toile de l'univers.

À la fin de notre parcours, notre rencontre avec diverses cultures aura sans doute avivé l'émergence de notre conscience planétaire. La rencontre des femmes dans leur propre milieu de vie nous aura sans doute conduites à envisager leur société à partir d'un point de vue différent. Le fait d'avoir appris des choses à leur sujet pourra peut-être nous amener à reconsidérer celles que nous pensions savoir. Par la porte qui nous a été entrouverte, nous aurons eu le loisir de constater partout l'émergence d'aspirations communes à l'autonomie, bien que de mystérieux et lourds secrets nous échappent encore.

Puisse la lecture de ces pages contribuer à élargir nos horizons. Devenues plus attentives au devenir des femmes du monde, nous pourrions nous rapprocher davantage de leur quotidien. Aller vers les horizons, n'est-ce pas la meilleure manière de créer des ponts ?

Mais avant de fermer la revue, vous avez rendez-vous avec notre humoriste qui récidive : la visite au paradis se poursuit de plus belle.

Enfin, toujours à l'affût des événements marquants de notre monde, Agathe continue d'alimenter la chronique : Saviez-vous que...

Bonne lecture ! G

YVETTE LAPRISE,
Comité de rédaction

Réseau mondial des groupes de femmes ayant le français en partage

Octobre 98. Plus de trente femmes engagées se rencontrent, partagent leurs inquiétudes et leurs espoirs et mettent des perspectives en commun. Elles proviennent d'Europe, du Québec, de l'Afrique centrale, des Caraïbes ou de l'Afrique de l'Ouest. Elles participent à un atelier organisé par le Réseau mondial des groupes de femmes ayant le français en partage.

Depuis juin 95, ce réseau tisse patiemment des liens continus entre des groupes de femmes qui veulent approfondir et mondialiser leurs solidarités. Plus de 70 groupes en provenance de 22 pays en sont membres. Le Réseau a ceci de particulier : il est d'abord et avant tout un outil d'échange direct entre groupes de femmes sur le terrain. Comme bon nombre de groupes de femmes, ses ressources sont minces et rares. Il est soutenu, parfois à bout de bras, par une dizaine de femmes québécoises issues de différents organismes du Québec et du Canada français. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine pilote le dossier. Tout groupe de femmes qui partage ses valeurs d'engagement solidaire et égalitaire peut y adhérer.

Créer dans le contexte de la préparation à la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing), le Réseau veut à la fois briser l'isolement ressenti par de nombreuses femmes qui communiquent en français dans les grands événements internationaux et favoriser la solidarité agissante que permet une langue commune. Le premier atelier, tenu à Beijing même, a réuni plus de 30 déléguées présentes. Avant et après, nous avons vécu plusieurs rencontres, petites ou grandes : à Montréal et au Québec, à Huairou, près de Beijing, à Cotonou (Bénin) et bientôt à Moncton et à New York. Des femmes de tous horizons peuvent ainsi renforcer leur action quotidienne par l'échange solidaire. À Montréal, l'une de ces rencontres a permis aux déléguées présentes de participer directement à la marche « Du Pain et des Roses » contre la pauvreté.

Le Réseau favorise et appuie aussi les échanges ponctuels entre ses groupes membres sur des problématiques communes. Ainsi, à l'automne 97, des déléguées rwandaises et québécoises ont partagé leur expertise sur la problématique de la violence faite aux femmes (problématique qui devient critique dans un contexte de génocide); des groupes de femmes du Québec, du Cameroun et du Rwanda ont

participé au tribunal international sur la violence faite aux femmes en Haïti. On peut lire dans le bulletin du Réseau le compte rendu de plusieurs expériences concrètes de solidarité internationale vécue par des groupes de femmes. On y retrouve toute la richesse de la réflexion, de l'expertise et des savoirs des groupes de femmes impliqués.

Plus généralement, le Réseau vise une action à plusieurs niveaux :

- ⇒ la diffusion de l'information : une liste des membres à jour, un bulletin de liaison, et des communications continues pour favoriser la circulation des idées, la mise en place de projets d'échanges et de formation, la participation solidaire à des événements importants. Nous espérons bientôt, grâce à un projet récent, stimuler l'accès aux nouvelles technologies de l'information et des communications dans plusieurs pays où les groupes de femmes en sont privées;
- ⇒ la participation aux grands événements internationaux qui nous concernent par une double diffusion de l'information (information sur l'événement et diffusion de la liste de nos membres à nos partenaires et alliées). Le Réseau veut contribuer à une participation active de ses membres aux conférences, instances et événements qui les préoccupent;
- ⇒ l'organisation de rencontres : nos moyens étant limités, nous profitons des événements internationaux majeurs pour organiser des ateliers/rencontres. Ces rencontres, destinées à nos membres ou aux déléguées présentes qui communiquent en français, sont des moments clés, une occasion vivante de faire le point, de partager nos connaissances et expériences et de confronter des points de vue;
- ⇒ la concertation avec nos partenaires : le Réseau participe aussi à de nombreuses alliances qui contribuent à la solidarité internationale entre féministes (Marche des femmes de l'an 2000, Carrefour femmes de solidarité internationale, etc.);
- ⇒ et le quotidien : accueil de visiteuses en provenance de partout, jumelage ponctuel sur des problématiques communes, réponse aux demandes d'information, campagnes de lettres et de fax pour permettre aux féministes d'en connaître davantage sur leurs réalités, leurs bons coups, leurs réalisations, leurs intérêts... et les situations d'urgence.

Dans la période critique et tourmentée que nous traversons, la solidarité agissante est un souffle d'air frais plus que jamais nécessaire. Dans un contexte où les gens de pouvoir ne parlent que de mondialisation, de restructuration économique

et de libéralisation du commerce et où les femmes vivent au quotidien les conséquences de leurs choix; au moment où les enjeux politiques se durcissent et se traduisent par la violence, la destruction et la montée d'intégrismes de tout genre, les groupes de femmes ont besoin, plus que jamais, de se serrer les coudes. La Marche mondiale des femmes prévue pour l'an 2000 sera un des moments forts de cette volonté. Les réseaux d'échanges peuvent aussi contribuer à notre mondialisation, celle de la solidarité. C'est là l'espoir qui fait vivre notre Réseau. G

*ROSALIE NDEJURU,
Centre de documentation sur
l'éducation des adultes et la
condition féminine*

Les femmes d'Afrique francophone agissent dans le cyberspace

Au sein de l'organisation internationale ENDA-Tiers Monde l'équipe SYNFEV, Synergie Genre et développement, a pour mission de contribuer aux actions de développement dans une perspective de relations de genre équitables, telle que la communauté internationale l'a définie dans la Plate-forme d'action de Beijing.

Depuis le début de ses activités, en 1987, ENDA-SYNFEV a travaillé sur des axes majeurs permettant aux femmes de prendre part aux bénéfices du développement. Pour ce faire, des actions ayant force de démonstration pratique et politique de la prise en compte du genre dans le processus de développement ont été réalisées, supportées par des actions de recherches lorsque celles-ci étaient nécessaires à l'orientation de l'action. ENDA-SYNFEV travaille en réseau avec les organisations de femmes qui interviennent sur les mêmes thèmes, pour les appuyer dans leurs actions sans se substituer à elles.

C'est ainsi qu'ont été menés des programmes sur les thèmes de « l'autonomie économique pour les femmes », « droits et violences ». Depuis 1995, au moment précisément de la préparation de la Quatrième Conférence Mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, 1995), il est apparu indispensable d'ajouter un nouvel axe d'action transversal, en appont aux actions déjà développées : le programme « Communication pour les femmes ».

Les femmes et la communication électronique en Afrique francophone

Lors de la préparation de la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, l'équipe SYNFEV a pu expérimenter le potentiel de l'outil de la communication électronique pour le progrès des actions de terrain en faveur des droits et de la santé des femmes. Dans le même temps, elle a pris conscience de l'ampleur de la marginalisation de l'Afrique, des régions francophones et des femmes, en matière d'accès et d'utilisation de ces outils.

Pour virtuel qu'il soit, le cyberspace est une réalité du monde contemporain. Il ne peut se constater de manière tangible, et pourtant son influence sur la vie de la planète est incontestable, y compris en Afrique, qui est pourtant le dernier continent à pénétrer cet espace. Les femmes africaines — en Afrique francophone

particulièrement, commencent à peine, dans certains pays, et pour les plus privilégiées d'entre elles, à prendre conscience des enjeux et des possibilités ouvertes par les nouvelles technologies de communication et d'information, et d'investir cet espace au bénéfice de leurs propres intérêts.

Ce constat a conduit ENDA-SYNFEV à développer le programme « Communication pour les femmes », qui vise à faire en sorte que les femmes d'Afrique francophone tirent, elles aussi, avantage des nouvelles possibilités d'action offertes par la communication électronique et aient leur place dans le nouvel espace mondial.

Les axes d'action 1998-2000

1. Renforcer les connexions entre les femmes d'Afrique francophone et celles des autres espaces linguistiques et géographiques.
2. Mener des actions ayant force démonstrative et d'entraînement.
3. Contribuer à l'information, la formation et la sensibilisation aux enjeux de la prise en main par les femmes d'Afrique francophone de l'outil de la communication électronique.
4. Venir en appui à l'accès et à la maîtrise des différentes techniques, selon les besoins différenciés des groupes.

Bénéficiaires et partenaires

Les *premières bénéficiaires* du Programme sont les groupes de femmes d'Afrique francophone, organisés sur une base collective.

Au sein de ces groupes, on distingue d'une part les groupes de femmes organisés en association ou ONG, qui traitent de préoccupations communes aux femmes du monde entier, notamment les questions de droits et de santé, et qui ont principalement bénéficié des activités antérieures du Programme.

Il est maintenant possible de leur adjoindre, de manière opérationnelle, un second groupe de bénéficiaires, celui des groupes de femmes qui interviennent sur le terrain, sur une base locale ou régionale, dans le cadre de groupes de promotion de leur autonomie économique.

Les *bénéficiaires complémentaires* sont les groupes de femmes et institutions qui interviennent dans les autres espaces linguistiques et géographiques sur les sujets de préoccupation similaires à ceux des bénéficiaires premières : réseaux africains et mondiaux de femmes, de défense des droits de la personne, de promotion de l'économie des femmes, etc.

Parmi les *partenaires*, qui apportent leur appui à la réalisation des activités, on distingue :

Les *partenaires fondamentaux*, notamment ENDA, Association for Progressive Communication, Programme d'Appui aux Réseaux de Femmes de APC, APC-Afrique.

Les *partenaires d'action solidaire*, qui sont les réseaux et coalitions avec qui les femmes d'Afrique francophone et ENDA-SYNFEV doivent nécessairement collaborer pour la promotion des activités pour le progrès des femmes.

Les *partenaires alliés* dans la réalisation de l'une ou l'autre des composantes du Programme : agences d'information et de presse, médias, institutions d'appui et de soutien, etc. G

ENDA-SYNFEV

*Synergie Genre et Développement
Environnement et Développement du Tiers Monde*

B.P. 3370, Dakar, Sénégal

Tel : 221 821 60 27; 221 822 42 29

Fax : 221 822 26 95

Féminisme et tradition chrétienne : rencontre de visions

Weaving Visions: Feminism and Christian Tradition

L'Université Saint-Paul d'Ottawa recevait Mme Ivone Gebara comme conférencière à son colloque de septembre dernier.

Dans cet article, je tente de résumer, avec le plus de fidélité possible, une partie des propos tenus par la Professeure Gebara qui traite du thème « Féminisme et tradition chrétienne : rencontre de visions ».

Il est à noter que Mme Gebara développe ce sujet à partir de son lieu d'origine l'Amérique latine et plus particulièrement du Brésil.

Mon lieu de parole

Nous vivons à une époque qui exige de plus en plus de situer le lieu de parole. Je suis identifiée comme théologienne féministe et théologienne écoféministe, ce qui n'est pas défini de la même façon ailleurs dans le monde que chez moi.

Mon lieu de parole, c'est mon quotidien vécu dans la pluralité : diversité enrichissante qui amène aussi tiraillements intérieurs et fatigue. Je vis dans un quartier populaire du Nord-Est brésilien. Je travaille à l'ordinateur, mais aussi à la bougie. Je suis représentative d'un nombre très très restreint de femmes brésiliennes et d'Amérique latine. Peu de gens dans les institutions vont dans le sens de mon travail : travail de construction de ponts en rapport avec les femmes de milieux populaires, universitaires, centres de recherche féministe, partis politiques, syndicats. Je suis invitée par des groupes progressistes de différentes Églises, quelques personnes représentatives des religions africaines, beaucoup de gens d'Europe et d'Amérique du Nord.

Mes sources sont la littérature latino-américaine, les chroniques, l'histoire de gens simples, les médias, les écrits des théologiennes à travers le monde et aussi

ceux de la Bible et des Évangiles. Je me sens défiée à penser des choses par moi-même, à entrer dans mon propre puits et à trouver mes réponses personnelles tout en précarité et à caractère provisoire, en opposition à la Théologie de la libération d'Amérique latine et que je revois à la lumière de l'histoire actuelle.

Regard sur le christianisme et les mouvements sociaux en Amérique latine

Durant ces trente dernières années, les Églises chrétiennes ont orienté leur discours sur la justice sociale. Elles ont récupéré, et plus particulièrement l'Église catholique, une image plus sympathique auprès du public des grandes villes marqué par la sécularisation et par une critique moderne marxiste positiviste des religions. L'Église catholique est à l'origine des différents mouvements sociaux actuels qui aident les sans toit, les sans terre, les indigènes, les enfants de la rue, sans oublier la militance chrétienne surtout dans les partis de gauche. Ce christianisme social garde un contrôle à visage masculin et hiérarchique, même si les femmes sont supérieures en nombre dans l'organisation des Églises.

Le féminisme en Amérique latine et son rapport à l'Église traditionnelle

Après vingt ans de théologie féministe et trente ans de féminisme, les analyses officielles ou publiques ne démontrent aucune considération à l'égard de la conscience féministe à l'intérieur de l'Église.

Quelles en sont les causes ?

D'une part, consciemment ou inconsciemment, il y a un oubli ou, pour certains théologiens, un boycott des contributions féministes. Ainsi, la Théologie de la libération signale la pauvreté de production mondiale dans le domaine de la théologie. On ferme alors les yeux sur les nombreux écrits féministes à travers le monde incluant la théologie. On ne reconnaît pas les femmes comme auteures, pas plus qu'on leur confère une influence dans les Églises ou dans les mouvements de sociétés.

D'autre part, malgré la conviction de la qualité de notre travail et de son importance, nous, les femmes, particulièrement en Amérique latine, nous continuons à développer l'humilité que l'Église masculine nous a bien apprise. Nous craignons les espaces publics vastes, les espaces où les conflits de positions règnent. Nous restons à l'écart des espaces religieux, notamment ceux qui nous ont agressés

personnellement croyant qu'il ne sert à rien d'essayer d'y entrer. Nous nous contentons d'espaces habités par les femmes, les enfants. Nous évitons les confrontations ouvertes soit par respect, soit par peur de se sentir rejetées ou mal vues par nos collègues hommes.

Dans ce contexte, est-il possible pour le féminisme d'articuler des espaces religieux alternatifs ou un christianisme plus inclusif dépassant les comportements patriarcaux et hiérarchiques ? Actuellement, de faibles essais d'éveil aux consciences se font, de plus en plus de mouvements sociaux se développent, mais les références au christianisme traditionnel continuent d'être les plus significatives.

Regard sur le féminisme et ses rapports aux groupes sociaux

Nul n'ignore que l'expérience chrétienne est marquée par un sens hiérarchisé où le pouvoir des hommes est finalement légitimé par Dieu. Le christianisme occidental a souligné ce fait avec toutes ses ambiguïtés. Les formes de contrôle qui sont toujours justifiées par l'ordre, la justice, l'amour condamnent la créativité des personnes qui outrepassent les limites établies. Le féminisme, notre féminisme, issu de ce monde propose malgré tout un schéma de vie démocratique, inclusif, circulaire. Cependant, un résultat concret prôné par son monde de valeurs lui échappe. Il ne perce pas de façon éloquente dans les divers groupes et mouvements sociaux incluant ceux des femmes. Il semblerait que la nouveauté reste ancrée dans un horizon utopique servant seulement à bercer nos rêves de justice et d'égalité.

Néanmoins, une des valeurs des plus significatives du féminisme, au Brésil, est la visibilité qu'il a réussi à donner au travail et à la pensée des femmes malgré la contradiction qui peut en découler. Il ne s'agit pas seulement d'une visibilité de la différence, mais d'une visibilité où la différence critique la normativité masculine, c'est-à-dire que dans les mouvements sociaux, les femmes se sont mises à critiquer ouvertement les systèmes générateurs d'oppression, à exiger des lieux où une justice soit par rapport à la violence vécue dans leur corps. Elles s'organisent de différentes manières pour dire publiquement leurs valeurs et dénoncer, parfois même à l'intérieur des Églises, les comportements qui les oppriment. Il est à noter que ces critiques viennent de mouvements féministes laïques et non de groupes religieux. Cela est nouveau dans un monde où les modèles se fixent dans des figures héroïques de leaders qui commandent.

Le féminisme comme critique des Églises et des théologiens

Nombre de femmes biblistes et théologiennes en Amérique latine ont vécu le problème de la culpabilité par rapport aux Pères fondateurs de la Théologie de la libération dont la normativité est aussi masculine que celle de la théologie traditionnelle. De ce fait, être théologienne féministe signifie entrer en conflit, non seulement, avec l'image familière d'un père bon et soucieux de la libération des pauvres, mais aussi en conflit avec la bonté reconnue socialement. Conflit, à la limite, presque inacceptable.

Comment oser critiquer ceux dont la pensée est ancrée dans la Bonne Nouvelle à partir des pauvres, des exclus, des démunis ? Comment oser s'opposer à un mouvement d'Église qui compte ses martyrs reconnus, qui a projeté le nom de l'Amérique latine dans les sites du savoir mondial et qui a attiré l'attention et les soupçons des autorités vaticanes ? Cela veut dire que faire de la théologie féministe comme critique de la théologie patriarcale signifie toucher aussi à la pensée des Pères de la Théologie de la libération. VOILÀ LE PÉCHÉ. Cela me coûte beaucoup de le dire, mais c'est la vérité. G

*HÉLÈNE SAINT-JACQUES,
Bonne Nouv'ailes*

MATCH, un organisme pour les femmes et le développement

Saviez-vous qu'il existe au Canada un organisme qui se consacre uniquement à Femmes et Développement? En effet, MATCH se présente comme « un organisme de développement sans but lucratif et non gouvernemental qui soutient les femmes en finançant des projets outre-mer et faisant de l'éducation au Canada ». Il publie un bulletin trimestriel pour « provoquer une réflexion et des discussions à propos de diverses questions relatives au développement ». Cet organisme « est engagé, avec ses sœurs du Sud, à promouvoir une vision féministe du développement et qui passe par l'élimination de toute forme d'injustice, notamment l'exploitation et la marginalisation des femmes ». C'est donc un organisme que nous avons tout intérêt à connaître et à supporter.

Des femmes autochtones au Chili

Le numéro d'août 1998 relate comment MATCH a soutenu un programme relatif à des femmes de la *Coordinadora Nacional Indianista* (CONACIN) pour la sensibilisation des populations autochtones du Chili. Ce programme rejoint particulièrement les travailleuses domestiques, pour les informer de leurs droits et faire des représentations pour qu'elles soient toutes protégées en vertu des lois gouvernementales sur le travail. Ces femmes travaillent dans des conditions difficiles : très longues heures pour de faibles salaires. Elles vivent souvent au domicile de leurs employeurs qui, la plupart du temps, les maltraitent et elles n'osent pas se plaindre à la police de peur de perdre leur emploi. De plus, elles ne bénéficient pas de congés de maternité payés. Elles sont régulièrement licenciées sans motif valable, mais n'ont pas de recours en vertu de la loi.

La CONACIN aide aussi les femmes autochtones à démarrer de petits commerces. Elles ont déjà acheté un stand à la Foire de Santiago pour vendre des chandails et des produits artisanaux pour les femmes.

La voix des Sri-Lankaises

Le numéro de décembre 1998 rend compte de l'assemblée générale de MATCH qui a porté sur le thème « Culture et Développement ». Il mentionne notamment comment la culture est une question controversée au Sri-Lanka. Savithri Wijeskera, directrice générale de *Women in Need* (WIN) au Sri-Lanka, a cependant mentionné que depuis la proclamation de l'année internationale de la femme, une tentative a été faite pour placer certaines femmes dans des postes comme moyens pour promouvoir le changement à l'échelle nationale ainsi que le développement. Cette opinion est en conformité avec certaines des normes culturelles bouddhistes, car Bouddha était un leader religieux, qui permettait l'ordination des femmes comme prêtresses ou sœurs.

Ce numéro fait aussi connaître un projet de promotion de l'équité entre les sexes que réalise l'ACDI au Sri-Lanka. « Shakti, qui signifie *force* en tamul et en singhalais, a été lancé pour promouvoir la voix des femmes de ce pays afin qu'elles prennent leur vie en main et participent au développement du pays. Les domaines prioritaires du travail de Shakti comprennent l'élimination de la violence faite aux femmes et la discrimination fondée sur le sexe en milieu de travail ainsi que la participation accrue des femmes à la prise de décisions politiques ».

En somme, le Bulletin MATCH nous permet de découvrir que partout à travers le monde des actions sont entreprises pour que la condition des femmes soit améliorée et que toutes les femmes puissent bénéficier de leurs droits et avoir un statut social égal à celui des hommes. G

Centre international MATCH,
1102 - 200, rue Elgin,
Ottawa, Ontario K2P 1L5;
téléphone : (613) 238-1312;
télécopieur (613) 238-6867;
courriel : matchint@web.apc.org

MONIQUE DUMAIS, *Houlda*

Haïti

À l'occasion du 25 novembre

Des organisations féminines font le procès de la justice

par Evens Dubois

(extrait du journal *Le Nouvelliste*, de Port-au-Prince, mercredi le 25 novembre 1998 [no 35604] et retransmis sur internet).

La Justice au pilori

Nul décor ne pouvait mieux convenir devant le Palais de Justice. Trente-deux organisations féminines ont monté au pilori la justice en instruisant son procès ce 25 novembre, journée internationale contre la violence faite aux femmes. Elles ont érigé un tribunal pour juger la justice coupable de pratiquer une justice à visage variable aux dépens de la gente féminine. À l'issue de ce procès, elles ont conclu que la justice est fautive. Une marionnette la symbolisant a été mise derrière les barreaux d'une réplique de cellule montée sur un véhicule.

Par cet acte symbolique, les trente-deux organisations féminines entendent attirer l'attention sur le mauvais fonctionnement de la justice, les magouilles qui y pullulent. Magalie Marcelin, l'une des initiatrices de ce procès spectaculaire, a confié au *Nouvelliste* que les femmes sont très méprisées dans leurs droits les plus élémentaires. Elle cite les cas des femmes violentées par leurs maris ou concubins qui essuient moult quolibets quand elles vont porter plainte. Dans d'autres cas, certains juges de paix réclament de l'argent ou d'autres faveurs en nature pour accomplir leur devoir légal. Toutefois, Magalie Marcelin note le cas d'un violeur d'une mineure mis en prison grâce à la ténacité de la juge d'instruction Lise Pierre. Une goutte d'eau dans l'océan, soutient-elle.

Le suivi des conclusions du tribunal international de 1997

Les trente-deux organisations féminines entendent également assurer le suivi des conclusions du tribunal international contre la violence faite aux femmes tenu à la capitale, les 25, 26, 27 novembre 1997. Une année plus tard, les victimes de violences conjugales commencent à délier leur langue. Elles refusent de pratiquer la loi du silence comme cela a été le cas. Elles utilisent tous les moyens pour témoigner

de leur situation.. Avant le tribunal international, les femmes étaient peu nombreuses à fréquenter les organisations féminines comme « *Kay Fanm* » pour porter plainte pour mauvais traitement et abus. Mais, une année après, les données ont changé. Vingt femmes, en moyenne, viennent déposer par mois.... Elles parlent des viols dont elles ont été l'objet. Elles sont très nombreuses à se rendre dans une clinique médicale destinée aux femmes violentées. Signe d'encouragement, certaines communautés commencent à réagir quand une femme est victime d'un acte de violence. ... Les organisations féminines ont noté aussi que d'autres groupes non-féminins commencent à agir pour combattre la violence faite aux femmes comme, par exemple, *Justice et Paix* des Gonaïves et la Police nationale.

Négociations avec le parlement

Depuis mars 1998, trente-deux organisations féminines ont constitué un collectif pour mener des négociations avec le Parlement en vue de modifier certains articles du Code pénal, véritablement discriminatoires vis-à-vis des femmes. Ce comité a déjà travaillé sur trois catégories de lois :

- Le changement dans les conditions de travail des bonnes et des domestiques. La loi a pour obligation de considérer cette catégorie.
- La criminalisation du viol. Le viol doit être considéré comme un crime et non comme un crime contre l'honneur.
- La décriminalisation de l'avortement. L'interruption volontaire de grossesse ne doit plus être considérée comme un crime. L'État doit contrôler les conditions dans lesquelles se déroule cette opération. Ainsi de nombreuses femmes auront la vie sauve. ...

Après plusieurs mois de travail, le comité a signé une entente avec les parlementaires sur le travail à effectuer avant la fin de la quarante-sixième législature.

Dans ce même ordre d'idées, trois propositions de loi ont été déposées par devant le Sénat de la République. Les pères conscrits ont déjà voté une proposition permettant aux hommes et aux femmes de demander le divorce dans les mêmes conditions. Cependant, le chemin à parcourir est long et sinueux. Les organisations féministes ont indiqué qu'elles ne lâcheront pas prise. Justice doit être rendue aux femmes victimes de la violence. C

Coopératives de femmes au Bénin

Je suis une béninoise. Je fais des études à l'Université du Québec à Rimouski dans le programme de doctorat en développement régional, depuis 1996. Ingénieure agronome, j'ai étudié puis travaillé avec les coopératives de femmes de mon pays. J'ai écrit un mémoire de maîtrise intitulé : *Analyse du secteur informel dans le financement des activités féminines du village de Kpossidja*.

Je veux faire connaître les coopératives comme outil, comme instrument de valorisation des ressources locales spécifiquement celles des femmes béninoises dans leurs milieux.

J'aborderai l'historique, les objectifs et le fonctionnement des coopératives béninoises. Donnons tout d'abord une définition très simple des coopératives et une analyse de leurs caractéristiques. Une coopérative est d'abord un groupement des membres d'une même communauté qui mettent en place des principes de base pour le fonctionnement du groupe. Les principes se résument dans les points suivants : la démocratie, l'autonomie, la participation et la volonté; la formation, l'information, l'engagement envers la communauté et l'intercoopération.

Au Bénin, l'esprit coopératif est surtout caractérisé par la solidarité, l'entraide, la réciprocité, la fraternité. Mais l'organisation du travail, les règles des répartitions des revenus, les sanctions internes, le fonctionnement des organes d'administration et le contrôle varient selon l'environnement socio-économique et le type d'organisation. En effet, cela dépend des valeurs internes à la société comme le respect de la culture, les interdits, l'organisation sociale, le respect des sexes, et des valeurs externes comme le système politique ou les ONG, les projets d'intervention dans le milieu.

Historique des coopératives au Bénin

L'Afrique disposait des formes traditionnelles d'entraide mutuelle basée sur la solidarité familiale et communautaire. Les premières formes coopératives ont été imposées et se sont soldées par un échec, en raison de l'inadaptation des modèles coopératifs aux réalités africaines. Ces premières formes rivalisaient avec les chefferies traditionnelles locales et ne s'inscrivaient aucunement dans une logique des objectifs recherchés par les autochtones du milieu. Après l'acquisition des

indépendances des différents pays, après 1960, les pratiques coopératives en Afrique ont évolué selon les différents types de colonies. Dans les colonies anglaises, ces pratiques ont rapidement évolué; par contre, dans les colonies françaises, les populations ont été peu associées.

Au Bénin, les coopératives sont restées telle quelle jusqu'en 1972. À partir de ce moment, deux régimes politiques ont marqué l'évolution des coopératives. Le régime révolutionnaire marxiste a suscité en 1972 une grande émergence des organisations pour le développement des milieux défavorisés. Ces groupements étaient nommés : groupements révolutionnaires à vocation coopérative.

Les premiers groupements de femmes ont vu le jour sous ce régime. Au début, les coopératives féminines s'intéressaient à l'éducation en économie sociale; sont venues ensuite des formes d'entraide sur le plan social, politique et économique avec l'émancipation et la participation des femmes. En pratique, ce fut un succès sur le plan politique mais un échec sur les plans économique et social.

Le second régime est le régime démocratique de 1990, favorisé par l'avènement d'une conférence au niveau national. Sous ce régime, l'engouement des femmes pour se constituer en coopérative s'expliquait par la volonté d'assurer elles-mêmes une meilleure gestion de leurs activités.

La majorité des coopératives de femmes proviennent de coopératives mixtes qui n'ont pu être efficaces parce que les femmes participaient peu à l'intérieur de ces groupements mixtes à côté des hommes. D'autres facteurs sociaux exercent une influence comme la culture, la famille, l'absence de statut de la femme dans la société béninoise, les obligations et les interdits qui peuvent être tout autant importants à considérer.

Coopératives de femmes

Les groupements féminins sont des espaces de socialisation pour les femmes, des lieux de sécurité pour transformer leurs aptitudes souvent virtuelles et latentes en capacités techniques et opératoires. Les difficultés éprouvées entre elles sont souvent plus faciles à régler et les échanges plus réciproques. Ces groupements permettent l'affirmation collective et constituent une stratégie intégrée aux réalités sociales et territoriales pour favoriser le développement local. C'est aussi

le lieu d'une nouvelle gestion des rapports sociaux à l'intérieur de la communauté et dans la société en général.

Nature et fonctionnement des coopératives

Ce sont des tribunes d'expression et de formation efficaces qui favorisent l'échange d'expériences entre les membres d'un même groupement puis entre les différents groupes de la société. On peut distinguer les groupements de production, de transformation et de services. La gestion des groupements varie selon leur nature. Par exemple, dans les groupements de production et de transformation, les produits issus du travail commun sont vendus et l'argent récupéré permet d'investir pour l'achat des matières premières pour améliorer le produit fini ou pour s'équiper en matériel. Ces groupes sont des associations d'épargne et de crédit généralement appelés *tontines*. Dans la majorité des groupements, et spécifiquement dans les groupements de femmes, on retrouve ce système financier informel qui sert de support aux activités du groupement et qui permet d'organiser les manifestations clôturant les activités annuelles.

Solidarité

Les groupements féminins sont fondés sur différents types de solidarité qui expliquent leur fonctionnement. La solidarité est d'abord morale à cause des engagements pris ensemble : échange d'idées, d'entraide, etc. La solidarité est ensuite financière : assistance lorsque l'une des membres est frappée par un événement, partage. La solidarité est enfin matérielle car tous les membres d'un groupe coopératif s'entendent pour s'équiper, de la même manière, jusqu'aux pagnes et aux assiettes. L'esprit de solidarité est même ressenti jusque dans le choix du nom donné au groupement. C'est ainsi qu'une coopérative peut être baptisée « Union du groupe » ou « Entente ».

Cependant, ces coopératives de femmes ont rencontré des difficultés majeures qui résultent d'un manque de capitaux et de ressources ou d'une politique appropriée au milieu. Malgré tout, elles ont favorisé la prise de conscience dans la population. Il ne dépend que de la volonté politique concertée des populations et des gouvernements béninois pour développer un esprit vraiment coopératif dans l'intérêt de tous et de toutes. G

HORTENSIA ACACHA, Bénin, *Houlda*

L'intégration des femmes au développement aux Philippines : une nouvelle gestion sociale des femmes¹

Parmi les femmes du monde en marche, prennent place les femmes des Philippines. Les informations fournies ici sont tirées de la thèse de doctorat en science politique de Colette St-Hilaire, présentée en 1993 à l'Université du Québec à Montréal.

Notre souci, en écrivant cet article, n'est ni de résumer ni d'évaluer l'excellente thèse de madame St-Hilaire, (nous n'en avons pas la compétence) mais d'en extraire certains passages susceptibles de nous faire mieux connaître nos sœurs des Philippines.

Nous les rejoignons au début des années 1970. La Filipina se caractérise alors par des valeurs traditionnelles : elle est la gardienne de la moralité, chargée du bonheur de la famille et de l'harmonie de la relation conjugale. Sa place est à la maison. Son mari, qu'elle veut agressif et déterminé en tant que pourvoyeur, doit partager avec elle les décisions relatives au foyer.

Aux Philippines, la ménagère est en même temps une paysanne fortement intégrée au travail agricole : élevage des animaux, jardinage, choix et préparation des semences, ensemencement, repiquage du riz, sarclage, récolte, décorticage non mécanique, embauche de main d'œuvre agricole, préparation des repas, marché, achat de produits pour la ferme, soins aux enfants et aux malades, lessive...

La prise de conscience de l'exploitation, de la dépendance et de la corruption qui règnent alors en maître dans le pays mobilise les étudiants dans la lutte pour la justice, la souveraineté et la démocratie. Alertés par ce mouvement, diverses couches de la société emboîtent le pas. Des femmes souhaitent être de la partie mais les rôles que leur assigne la culture dominante mettent des limites à leur engagement. Malgré tout, comprenant que leur oppression vient des autorités autant religieuse et politique que clanique et mâle, elles commencent à s'organiser. Proscrit, en 1972, par la loi martiale, leur groupe, Makibaka, demeure malgré tout

¹ *L'intégration des femmes au développement aux Philippines : une nouvelle gestion sociale des femmes*, thèse présentée comme exigence partielle au doctorat en science politique par Colette St-Hilaire, en février 1993, à l'Université du Québec à Montréal.

comme le symbole incontesté de la renaissance du mouvement des femmes aux Philippines.

En 1975, c'est la base qui s'organise pour mettre sur pied des projets de lutte à la pauvreté et l'organisation politique des femmes des milieux populaires.

En 1978, les femmes actives dans les organisations de défense des droits de la personne se constituent en groupe autonome. La plupart d'origine bourgeoise, ces femmes profitent de leur statut pour s'insurger contre la dictature.

En 1983, Pilipina est créé pour faire inscrire la question des femmes au programme de la libération nationale et sociale des Philippines. Un autre groupe, formé d'ex-prisonnières politiques et de jeunes universitaires radicales, fonde Kalayaan (organisation des femmes en liberté). Ces femmes sont les premières à parler de patriarcat et de sexualité. L'assassinat de Benigno Aquino va donner naissance à d'autres regroupements tels que AWARE (femmes pour l'action et la réconciliation), WOMB (femmes pour la destitution de Marcos et le boycottage), SAMANAKA (regroupement des femmes des bidonvilles).

Enfin GABRIELA réussit, avec le temps, à créer un réseau ralliant une centaine de groupes. En 1991, la coalition estime à 40 000 le nombre de ses membres, réparties en huit sections régionales et 27 organisations sectorielles. À Manille, GABRIELA est alors considérée comme la principale organisation des femmes des milieux populaires. Manille compte alors plus de programmes d'études féministes que Montréal.

Quant au discours sur l'intégration des femmes au développement, afin de relever leur statut et favoriser le développement dans son ensemble, il remonte à 1973. Deux projets, SHIELD et DIWATA, financés par l'aide canadienne, s'inscrivent dans ce discours.

Le projet SHIELD est un programme intégré de développement communautaire. Son objectif est de contribuer à l'amélioration de l'état de santé et au bien-être économique de la population pauvre de Mindanao par le biais d'une approche intégrée mettant l'accent sur le développement des compétences locales et la mise en œuvre d'activités créatrices de revenus.

Pour ce qui est de la santé, la catégorisation des femmes en simples bénéficiaires, promotrices ou entrepreneuses ne tient pas compte de l'organisation autonome des femmes et, puisque la santé maternelle et infantile occupe le centre des discussions, la santé des femmes, elle, n'existe pas. Quant au bien-être économique, le projet étant incarné au sein d'une structure économique et sociale dominée par une élite terrienne et une bureaucratie politique, les femmes paysannes engagées dans SHIELD finissent par être les sujets actifs d'un développement qui travaille contre elles.

Le succès économique de SHIELD, au moment de notre enquête en 1990, conclut madame St-Hilaire, est loin d'être assuré alors qu'on voudrait en faire le fondement même de l'émancipation des femmes et du développement communautaire.

Quant au projet DIWATA, son approche globale visait à transformer les rapports femmes/hommes sous le thème GED (genre et développement). Élaboré et administré par deux réseaux de femmes des Philippines, le projet apparaît, à première vue, comme une victoire importante des féministes philippines. DIWATA a mené à l'unification du mouvement des femmes sans que soit sacrifiée la diversité des intérêts et des orientations des groupes. Il a mis des fonds à la disposition des groupes qui en avaient grand besoin. Cependant la production et la mobilisation des femmes pour en faire les sujets du développement a contribué à marginaliser les groupes populaires et certains groupes de féministes et de partisans socio-politiques plus radicaux.

Qu'en est-il, aujourd'hui, de la situation des femmes aux Philippines ?

La Filipina est redescendu sur terre moins ambiguë. Son statut de travailleuse et ses contributions à l'économie commencent à être reconnues. Mais la condition de la Filipina, dans la sphère privée, où survit la subordination des femmes, n'a pas été soulevée. La Filipina n'a pas gagné en autonomie mais elle est devenue administrable, mieux adaptée aux opérations d'un développement planifié. Avec ces études, elle acquiert une nouvelle visibilité. Cependant l'émancipation des femmes, favorisée par l'éducation et leur intégration, n'a pas conduit à remettre en cause la domination du grand propriétaire, de l'Église ou du mari.

Depuis 1975, on assiste à une réinterprétation du discours traditionnel : la Filipina ambiguë est progressivement devenue mère et nourrice, travailleuse,

paysanne pauvre soutien de famille ou bénéficiaire c'est à dire qu'on l'a de plus en plus définie dans les termes du développement. Les lieux mêmes de production et de diffusion de l'identité de la femme philippine se sont déplacés : après avoir été imaginée par les poètes, les curés et les politiciens, la Filipina est maintenant pensée à partir des institutions universitaires et des organismes de développement. Et grâce au dispositif du développement, la visibilité des femmes se concrétise par une mobilisation des ressources et une gestion des femmes au sein de l'État et des structures économiques, politiques et même militaires.

En s'alimentant aux études sociologiques, en adoptant le discours libéral de l'intégration des femmes au développement, en arrimant la femme réelle des campagnes aux discours et aux programmes de développement de la dictature Marcos, la Commission des femmes aura contribué, selon madame St-Hilaire, à l'institutionnalisation d'un puissant mécanisme de contrôle des femmes.

Au dire de la présidente actuelle de GABRIELA : Les femmes, aux Philippines, sont peut-être plus visibles que dans les autres pays asiatiques, mais l'oppression perdure. Très peu a changé malgré les années de prise de conscience et d'organisations populaires vécues. Trop souvent la véritable prise de conscience des structures d'oppression demeure limitée à un petit noyau de femmes organisées. Néanmoins il y a une espèce de subconscient, de connaissance collective qui est partagée par les femmes de toutes les couches de la population et qui nous aide à nous rappeler que — avant la colonisation espagnole — nous étions les égales des hommes. (*L'Espérance des peuples*, no 379, déc. 1998) C

YVETTE LAPRISE, *PHOËBE*

Les paysannes du Mali

Espaces de liberté et changements

Le livre *Les paysannes du Mali* vise à démontrer que les paysannes maliennes disposent d'espaces de liberté c'est à dire qu'elles peuvent exercer un certain contrôle sur leur vie et sur leur travail.

L'auteure, Chantal Rondeau, tire ses informations d'enquêtes menées entre 1988 et 1989 auprès de 188 paysannes dispersées dans de nombreux villages et appartenant à trois sociétés du Mali : les Senufo, les Minyanka et les Dogon.

Dans cet article, nous présentons, tirées de cet ouvrage, quelques données illustrant la situation mouvante de ces femmes.

1. Espaces de liberté chez les femmes senufo vers 1940

Chez les Senufo, il existe une nette domination des hommes sur les femmes. L'image négative de la femme, telle que présentée aux initiés, n'est pas étrangère à cette situation. Malgré tout, les femmes disposent de marge de manoeuvre pour se créer des espaces de liberté.

Le droit au divorce est celui qui donne l'espace de liberté le plus considérable. Dans les mariages par enlèvement, par exemple, les femmes peuvent prendre la clé des champs à tout moment. En cas d'adultère, c'est l'homme qui doit payer l'amende.

Au sujet du travail, le droit pour les femmes de gérer leurs propres revenus leur donne la maîtrise d'une partie de leur travail car, chez les Senufo, il existe une nette séparation entre les biens de l'homme et ceux de la femme. L'espace de liberté de la femme est cependant conditionné par sa situation sociale, son ambition, et son état de santé. La cuisine demeure chez elle un lieu de pouvoir privilégié : Est-elle mécontente de son mari ? Elle n'a qu'à lui servir une sauce exécrable....

2. Qu'en est-il, en 1990, des changements survenus ?

Les femmes sont les grandes gagnantes des changements survenus dans les rapports sociaux. Elles ont vu s'élargir, d'une façon importante, leurs espaces de liberté. Par exemple : les jeunes femmes sont moins soumises à leur mari qu'autrefois. Elles refusent de plus en plus d'épouser des hommes âgés et même des jeunes qui ne leur plaisent pas. Toutefois de trop nombreuses jeunes filles continuent d'accepter le fiancé choisi par leurs parents bien que le code malien du mariage interdise les mariages arrangés.

Les femmes ont aussi davantage la maîtrise de leur temps de travail et elles cherchent à diversifier leurs sources de revenus dans de petits commerces. Si elles ont toujours un statut inférieur à celui des hommes, elles ont cependant moins de travail imposé.

1. Espaces de liberté chez les femmes minyanka vers 1940

Dans cette société patriarcale, patrilinéaire et patrilocale, les femmes apparaissent comme des étrangères, des ennemies éventuelles. Elles ont cependant de l'influence surtout les vieilles femmes, en particulier si elles ont plusieurs fils dans cette société où la hiérarchie est construite, selon l'âge et le sexe, avec finesse et minutie.

Avec l'âge, les femmes minyanka ont davantage d'autonomie dans leur travail. Elles ne participent plus aux travaux agricoles collectifs. Elles commandent aux plus jeunes et n'ont plus à puiser l'eau, débiter le bois, cuisiner, balayer la case... Elles sont libres de s'adonner au petit commerce et de cultiver un potager près du village.

Les femmes les plus âgées participent aussi au conseil de famille et elles sont souvent consultées sur des questions importantes.

Quant aux jeunes femmes, le contrôle qu'elles peuvent exercer sur leur temps de travail varie selon le nombre de cuisinières vivant dans la famille, le nombre, l'âge et le sexe de leurs enfants et les exigences des belles-mères.

Malgré les tensions qui peuvent exister entre les cadettes et les aînées, les plus jeunes aspirent à devenir des aînées. Elles savent qu'avec l'âge les femmes

disposent de plus de temps libre et certaines, grâce à leur connaissance, leur savoir-faire et leur expérience, exercent une réelle influence au sein de la communauté villageoise.

2. Qu'en est-il en 1990 des changements survenus ?

Les femmes sont plus libres maintenant. Elles subissent seulement les ordres du mari, alors qu'autrefois toutes les décisions venaient du chef d'exploitation. De plus, des maris font des choses qu'ils ne faisaient pas auparavant comme : aller chercher l'eau et le bois en charrette.

Mais la force des femmes minyanka repose surtout sur leurs nombreuses associations de culture et sur leur propension à collaborer entre elles. Les nombreux marchés ruraux, en plus de favoriser la circulation des denrées alimentaires, deviennent le lieu privilégié des contacts sociaux. C'est un espace de liberté pour les femmes.

Les tontines sont aussi une excellente invention des femmes pour se donner des espaces de liberté. Celles qui y participent s'engagent à déposer des revenus réguliers dans la cagnotte commune. Par exemple : les huit membres d'une tontine de 100 francs par semaine peuvent disposer à tour de rôle de 800 francs durant une période de huit semaines.

Enfin, les changements survenus dans leur vie et qui contribuent à agrandir leur espace de liberté, c'est à leurs propres initiatives que les femmes les doivent.

1. Les espaces de liberté chez les femmes dogon autour de 1940

Ce qui frappent au premier abord dans la place qu'occupent les femmes dans la société dogon, c'est leur exclusion de toutes les réunions publiques. Par contre la dépendance des hommes dogon à l'égard des femmes dans la vie privée, aide à comprendre l'importance des espaces de liberté conquis par les femmes dans cette société.

Les femmes dogon ont la liberté de choix de leur époux. Les fiançailles conclues dans l'enfance doivent être confirmées par la fiancée. Même si elle doit être déflorée par son fiancé avant ses premières menstrues, elle peut le refuser après. Les femmes jouissent aussi d'une certaine liberté sexuelle au moins jusqu'à la première

grossesse. La jeune maman qui demeure chez ses parents dispose davantage de temps pour elle-même.

Les femmes souhaitent l'entente avec leur mari mais pas à n'importe quel prix, car elles peuvent le quitter et retourner dans leur famille ou s'installer ouvertement chez un autre homme.

Quant au contrôle que les femmes ont sur leur temps de travail, cela dépend de leur statut dans le milieu. Dans l'ensemble, on peut dire que le temps que les femmes gèrent se situe en dehors du temps de travail aux champs familiaux, soit durant leur journée de congé, soit avant ou après le travail au champ collectif.

2. Qu'en est-il en 1990 des changements survenus ?

Il est venu le temps où les femmes travaillent de plus en plus pour elles-mêmes. Elles disposent d'autant plus de contrôle sur leur travail et sur les produits de ce travail qu'elles peuvent s'en remettre aux hommes pour une partie des responsabilités alimentaires.

Regroupées, les femmes se cotisent et effectuent plusieurs travaux collectifs comme : porter du fumier, cultiver un jardin en commun, vendre la bière de mil préparée à tour de rôle avec les fonds collectifs et dont le bénéfice alimente la caisse pour d'autres projets.

Au sujet de la vie sexuelle, les femmes dogon ont paru plus ouvertes à l'espacement des naissances que celles des deux autres sociétés. Les jeunes gens et les jeunes filles sont de plus en plus libres d'épouser le partenaire de leur choix. L'excision se pratique toujours autant mais sur des filles plus jeunes. Les femmes n'attendent plus la troisième grossesse pour rejoindre le domicile familial. Une fois qu'elle a mis au monde son premier enfant, elle déménage.

En somme

Dans les trois études, les femmes travaillent beaucoup aux champs. Le besoin qu'on a d'elles pour le travail de la terre leur assure des marges de manoeuvre. Chez les trois sociétés, le mari répudie rarement son épouse. Elle est trop précieuse pour qu'on la chasse. La conception de la société en deux sphères séparées, en deux mondes distincts, construits socialement et en interrelations, joue beaucoup chez ces

Maliennes. L'univers féminin est vécu consciemment comme différent de celui des hommes.

Les femmes ne cherchent pas à ressembler aux hommes ni à les convaincre à s'adonner aux travaux dits féminins. Globalement elles souhaitent un réaménagement de leurs responsabilités familiales et de leur horaire de travail. La vie moderne, pour ces paysannes, c'est travailler moins durement. Elles s'organisent entre elles pour s'adonner à des activités rémunératrices qui n'entraînent pas de concurrence véritable avec les hommes.

Ce bref voyage au pays des Maliennes n'a fait que soulever le voile qui recouvre l'existence de ces sœurs lointaines, existence complexe, porteuse d'une longue tradition en constante évolution. Si les espaces de liberté ne sont jamais définitifs ni identiques, nous savons maintenant que, même dans un régime autoritaire, il existe des espaces de liberté.

Pour en savoir davantage sur les femmes, le pouvoir et le changement, le livre *Les paysannes du Mali : espaces de liberté et changement*, de Chantal Rondeau, paru aux Éditions Karthala, à Paris, en 1994, est tout indiqué. C

* Chantal Rondeau est professeure au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Depuis 1972, elle a travaillé cinq ans en Afrique dont trois de recherches sur le terrain au Mali et deux comme coopérante enseignante au Togo. Sa thèse de doctorat, soutenue en 1980, porte sur la société senufo au Mali.

YVETTE LAPRISE, *PHOÉBÉ*

Isabelle, Michèle et Nathalie en quête de solidarité internationale

Au jour le jour, la solidarité féministe, ça se désire, ça s'invente, ça se joue au cœur même de diverses rencontres intergénérationnelles. Marquée par le thème du dernier colloque « Tisseuses de solidarité : un métier planétaire » et soucieuse d'intéresser des jeunes femmes à la Collective *L'autre Parole*, je contacte Isabelle Lavoie, Michèle Deschênes et Nathalie Bernard. Je sais que ces trois jeunes Rimouskoises, dans la vingtaine, ont déjà vécu plusieurs séjours dans divers pays étrangers selon des programmes offerts par Carrefour canadien international ou par le Centre canadien d'étude et de coopération internationale.

Ces jeunes femmes n'étaient pas derrière la bannière « Femmes d'ici et d'ailleurs, solidaires contre la pauvreté » lors de la marche « Du pain et des roses ». Cependant, elles ont aimablement répondu à mon interrogation relative à l'implication solidaire des femmes du Mali, du Burkina Faso, de l'Indonésie et de la Bolivie.

❖ Isabelle Lavoie

Tout en poursuivant ses études en éducation à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), Isabelle n'oublie pas les quatre mois vécus au Mali en 1997. Elle s'est impliquée dans une classe de cent deux élèves lors de son séjour dans une famille de la ville de Bamako et de cinquante-quatre élèves lors de deux mois passés dans une famille d'un petit village de la République.

Quant aux femmes, Isabelle souligne qu'elles travaillent énormément : « Elles sont les premières debout et les dernières couchées ». À son avis, les hommes reconnaissent cette réalité sans pour autant vouloir le changement. Le machisme demeure l'héritage de cette civilisation. Les quelques femmes instruites sont de très bonnes gestionnaires d'entreprises.

À la ville, une entreprise est montée avec la collaboration d'une coopérante canadienne pour les femmes veuves et les orphelins. Vingt-cinq personnes produisent le tissu traditionnel, le Bogolan. On y réalise toutes les étapes de la production : teinture des fils, tissage et points de vente. Le projet est bien apprécié

et stimule l'implication des Maliennes. Au village, c'est l'entraide dans la gestion de la culture du riz.

Isabelle a même assisté à une rencontre de quinze femmes pauvres, animée cette fois par une coopérante belge. Après l'analyse des besoins, la construction d'un moulin s'impose. On pourrait y broyer riz, mil et maïs, car cette tâche réalisée de façon artisanale s'avère trop épuisante pour les femmes. Actuellement Isabelle prépare un séjour au Mexique où elle rêve de s'approcher des jeunes de la rue.

❖ Michèle Deschênes

C'est au Burkina Faso que Michèle vit son troisième séjour en pays étrangers. Cette fois, elle est responsable d'une équipe de jeunes en stage. Durant dix semaines, on s'affaire à la construction d'une école et il convient de vivre l'entraide dans le respect des coutumes du milieu. Comme la plupart des femmes vivent dans la pauvreté, Michèle souligne l'existence de nombreuses associations de femmes leur permettant de survivre. La polygamie étant encore admise, certaines femmes sont laissées avec des enfants et c'est le drame quotidien. Habituellement les mères travaillent aux champs avec leurs enfants. À la capitale, on offre des micro-crédits aux femmes afin qu'elles créent de petites entreprises. On peut visiter une teinturerie et une savonnerie.

Lors de son séjour en Bolivie, Michèle a travaillé dans un Centre d'éducation pour enfants sourds géré par des Boliviennes. Les femmes sont peu scolarisées mais avec un minimum d'instruction, elles créent leurs emplois. On vend des galettes, des arachides cultivées au jardin et on offre des boîtes de conserve recyclées.

En Indonésie, Michèle a remarqué que les écoles de la classe moyenne ressemblent à nos polyvalentes. Au niveau du personnel enseignant, les femmes sont aussi impliquées que les hommes. À l'île de Java où est concentrée l'agriculture, la pauvreté des femmes s'affiche. Michèle a vu plusieurs vendeuses itinérantes. Elles offraient des plantes miracles convenant aux divers types de maladies ou des petits paniers d'osier afin d'assurer la survie de la famille.

Étudiante à l'UQAR, Michèle se prépare à l'enseignement et communiquera sûrement à ses élèves son emballement pour les cultures internationales.

❖ Nathalie Bernard

À deux reprises, Nathalie s'est engagée dans un Centre créé en Bolivie pour les enfants sourds. L'Espagne subventionne ce Centre. Deux Boliviennes y appliquent un programme d'éducation défini en une seule page. Vingt-cinq à trente enfants pauvres de cinq à douze ans y ont accès. Lors de son premier séjour, Nathalie, bachelière de l'UQAR, a joué un rôle d'assistante aux préposées et a identifié les besoins. C'est au cours de son deuxième stage de deux mois qu'elle agit comme agente de formation accompagnée d'étudiantes en psychologie, récréologie, etc. Divers ateliers sont donnés : élaboration de programmes avec objectifs spécifiques, identification en besoin de matériel pédagogique et mobilier, ainsi que la réalisation de tableaux d'apprentissages. Nathalie souligne que les femmes du Centre, des croyantes engagées, sont des collaboratrices merveilleuses et que les enfants sont chaleureux. Dans ce milieu, on s'embrasse souvent.

Comme le machisme demeure effectif, Nathalie a vu une coopérante québécoise offrir une relation d'aide aux femmes battues afin que cette violence cesse. À la ville, dans les familles plus aisées, la sensibilisation au changement est plus rapide. Le téléviseur est dans la cour et on se regroupe pour les émissions d'éducation. La sensibilisation au féminisme passe... Peu à peu, la dénonciation de certaines pratiques est véhiculée de village en village.

Aujourd'hui, Nathalie enseigne à temps plein au primaire. Elle maintient ses relations avec les éducatrices de là-bas et éveille ses élèves aux cultures internationales. Un projet de correspondance est dans l'air.

Émerveillée de l'ouverture d'Isabelle, de Michèle et de Nathalie à la cause des femmes et enrichie de leur solidarité internationale, je rêve maintenant de leur implication à la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Les retrouverons-nous en solidarité avec les membres de *L'autre Parole*, plus précisément avec le groupe Houlda ? Qui sait ! Avec Diane Matte, la coordonnatrice de la Marche mondiale, affirmons ceci : « Nous savons que nos utopies peuvent devenir de grandes réalités ». G

LÉONA DESCHAMPS, *Houlda*

ALEJANDRA et CHAVELA, *des femmes comme les autres*

Du développement au Honduras

Alejandra et Chavela habitent le bidonville de *La Laguna*. La violence et la misère s'y sont installées de paire. Toutes deux sont mères monoparentales et ont quitté l'école bien avant la fin du primaire. D'origine modeste et paysanne, elles ont migré vers la ville à la recherche de meilleures conditions de survie. Elles y ont fondé leur famille respective. Ni pour l'une ni pour l'autre, l'arrivée dans une communauté urbaine (mais pauvre) n'a représenté la solution magique au bien être comme elles l'avaient espéré. Cependant, bien qu'elles soient arrivées dans des conditions similaires, Alejandra a su prendre un envol remarquable en recouvrant le pouvoir sur sa vie et sur celle de sa communauté alors que Chavela vit encore et toujours dans la misère qui l'a amenée à se réfugier en ville.

Comme bon nombre de femmes honduriennes, Alejandra et Chavela sont seules pour subvenir aux besoins de leurs nombreux enfants. Cela signifie, comme dans ces deux exemples, la participation prématurée des enfants à l'économie familiale. Celle-ci se fait le plus souvent par le biais de l'économie informelle où ces derniers se retrouvent à la merci des abus et des violences d'adultes ou d'employeurs malintentionnés. L'apport des enfants à l'économie contribue en moyenne à près de 25 % du revenu familial. Les enfants permettent ainsi à leur mère d'assumer de multiples tâches domestiques rémunérées : lavage du linge, cuite des tortillas, etc. De leur côté, les enfants remplissent des tâches similaires y compris les soins des plus petits.

En 1990, Alejandra, Chavela et tous les parents d'enfants travailleurs de leur quartier furent invités à participer à une réunion communautaire convoquée par le promoteur social d'une ONG locale de développement. « Allons voir ce qu'ils donnent » disaient certains. « Encore du bla bla et des problèmes » disaient d'autres. « Si seulement mon mari me laissait sortir ! » avouaient plusieurs femmes à leurs voisines. Vingt-trois femmes et deux hommes se rendirent finalement à la rencontre. Mais plus de 150 familles d'enfants travailleurs vivent dans ce quartier qui compte environ 1 100 habitants.

Ni café ni provisions alimentaires, ni cahiers ni vêtements pour les enfants ne leur sont offerts. Quelle déception pour Alejandra, Chavela et les autres ! Malgré cela, elles participent à l'activité de connaissance et échangent sur les raisons de leur présence à cette rencontre de même que sur la situation familiale qu'elles vivent. Elles passent un bon moment ensemble et certaines d'entre elles déterminent avec le promoteur la date et le lieu de la prochaine rencontre. D'autres, comme Chavela, s'en vont déçues du temps perdu. Des paroles mais pas de solutions miracles à leurs problèmes immédiats : la faim, le manque d'eau, le manque de ressources, etc. Malgré cela, Alejandra et plusieurs femmes comme elle trouvent dans cette initiative un espace d'expression et d'épanouissement.

Le processus éducatif et conscientisant amorcé lors de cette première rencontre allait conduire Alejandra de sa cuisine jusqu'aux quatre coins de son pays quelques années plus tard en tant qu'animatrice ressource pour les regroupements de parents d'enfants travailleurs. Elle venait d'entreprendre un long processus de formation et de conscientisation qui allait lui apporter la chance de regagner sa dignité et la capacité de transformer sa propre réalité avec d'autres — hommes et femmes — vivant la même situation. Un mélange de fatalisme et d'ignorance, un assistencialisme traditionnel et une apathie incrustée face à leur situation sont souvent les éléments qui caractérisent les populations les plus pauvres et deviennent par le fait même les premiers obstacles à surmonter afin de viser leur développement humain d'une façon réelle et durable. Certains y arrivent, d'autres pas.

Au fil des années, les réunions communautaires des parents d'enfants travailleurs ont vu naître des comités et des actions de promotion des droits des enfants, d'amélioration de la salubrité dans le quartier, d'installation de l'eau courante, de sensibilisation à la violence envers les femmes et les enfants, de projets économiques, d'aide aux enfants en difficultés scolaires et bien d'autres encore. Peu à peu, les luttes se sont multipliées dans une recherche d'amélioration de la qualité de vie des enfants et des familles touchés par la misère. Les gains peuvent paraître intangibles pour qui vient de loin et constate la misère qui prévaut encore d'une façon si importante dans la vie et l'entourage d'Alejandra. Par contre, les pas franchis par les membres du groupe leur ont permis d'accroître à la fois leur estime personnelle, leur confiance dans leur capacité d'agir et de prendre en main leur devenir, ce qui est considérable pour des gens qui, à l'origine, étaient privés de tout espace de participation et de croissance. Ainsi, grâce au comptoir d'outils scolaires à moindre coût que les familles ont mis sur pied, les enfants ont pu demeurer à

l'école, et par le changement des habitudes d'hygiène et l'accès nouveau à l'eau potable dans la communauté, l'incidence des maladies communes comme les maladies diarrhéiques, respiratoires ou de peau a diminué de façon significative. Ces changements sont toujours incomplets et ne touchent pas la totalité des individus. Cependant, ils sont le fruit de l'effort et du progrès des gens qui travaillent avec la seule force de leurs bras et la volonté de vaincre l'infortune dans laquelle ils se trouvent engloutis du fait d'être nés là où les injustices rongent la majorité de la population.

Des regroupements comme celui-ci, il s'en trouve dans plusieurs quartiers pauvres de la région Nord du Honduras. Des hommes, des femmes et des enfants se voient offrir un espace de réflexion et d'action et décident de l'utiliser. Entre tous ces groupes existent des instances de coordination qui permettent une meilleure intégration des actions menées par les divers groupes et une plus grande force au niveau des revendications transcendant les dimensions locales. Chavela n'adhère toujours pas à la démarche d'engagement, comme beaucoup d'autres hommes et femmes de sa condition d'ailleurs, mais l'exemple de ceux qui avancent et gravissent les échelons de la reconnaissance sociale, comme Alejandra, arrive à vaincre le scepticisme d'un quelconque observateur ou intervenant impliqué dans la démarche.

Un développement mené par les personnes concernées par la situation problématique est une démarche de longue haleine et de grande conviction. Toute institution ou individu qui s'engage dans l'accomplissement d'un tel processus doit avoir une foi indéfectible en l'être humain et en sa capacité de croître et d'avancer. Les attentes des instances financières de coopération internationales restent souvent courtes devant la lenteur et l'incertitude qu'implique une telle démarche éducative. Mais les impacts provoqués par les gens concernés, aussi petits soient-ils, valent toujours la peine d'endosser avec patience et humilité ce défi qu'est l'accompagnement des plus pauvres dans leur développement. C

STÉPHANIE ARSENAULT,
étudiante en travail social,
Université du Québec à Montréal

Avec les enfants de la rue

Depuis bien longtemps, l'odeur de l'Afrique aiguise mes rêves. Mon désir de partir vers ce continent a atteint son apogée avec la préparation d'un projet de coopération au Sénégal. Le 28 septembre 1997, je m'envolais donc en compagnie d'Isabelle Ouimet, ma compagne de voyage, pour dix mois vers ce pays de soleil pour en découvrir les mille et une richesses.

Étant toutes les deux finissantes en Éducation préscolaire et Enseignement primaire, notre désir était de nous impliquer auprès des enfants. Notre projet s'est donc déroulé au centre d'écoute S.P.E.R. (*Solidarité Pour les Enfants de la Rue*). Ce centre, créé en 1994, par un groupe de jeunes volontaires sénégalais touchés par la détresse des « *enfants de la rue* », partait de l'hypothèse que tout enfant marginal est un enfant blessé qui souffre d'une crise d'identité. Les objectifs principaux du centre étaient la prévention du phénomène et la réinsertion familiale de « *l'enfant de la rue* ».

Dans la rue

Nous avons eu la chance d'entrer dans ce monde mystérieux des enfants de la rue et de le découvrir. Deux fois par semaine, nous parcourions, avec d'autres intervenants du centre, les rues de Dakar pour aller à la rencontre de ces enfants dans leurs différents points de chute. La plupart de ces enfants vivent sur la plage ou près des poubelles de récupération, dans des endroits sales, lugubres.

Notre présence suscitait beaucoup de curiosité de la part des enfants et des passants. Imaginez deux « *toubabs* » (Blancs) dans la rue et deux jeunes filles en plus. On ne pouvait passer inaperçues. Au début, je ne me sentais pas à l'aise ni en confiance. Bien des fois, j'aurais aimé changer de couleur de peau pour pouvoir passer incognito. Le but de notre présence était de créer des liens d'amitié avec ces enfants. Au début, ils nous demandaient sans cesse de l'argent ou des biens matériels ce qui devenait très exaspérant mais, au fil des semaines, ils se sont habitués à notre présence et ont compris que nous étions là pour les mêmes raisons que les autres intervenants du centre. Les sollicitations matérielles ont alors diminué, laissant toute la place à l'amitié. Ne maîtrisant pas leur langue, nous ne pouvions pas parler avec la plupart de ces enfants mais à travers les poignées de main, les sourires, la tendresse, une complicité s'est établie. Les enfants, en se montrant très

protecteurs à l'égard de leurs deux amies Fatou et Coumba, nous ont aidées à nous sentir mieux.

Au centre S.P.E.R.

Le centre S.P.E.R. est un centre d'écoute et d'éducation. C'est un endroit où les enfants peuvent se laver, dormir, être soignés et manger. Ils sont libres d'y venir et d'en repartir également. Toutefois, l'enfant doit respecter certaines règles : pas de drogue, de vol, de violence. Certains enfants viennent y passer quelques jours, d'autres y restent plus longtemps. Quand l'enfant est assez stable au niveau du comportement, on lui offre la possibilité d'apprendre un métier ou de retourner à l'école. Awa, la seule femme intervenant au centre, tente également de prendre contact avec la famille de l'enfant dans l'éventuelle possibilité d'un retour en famille.

À notre arrivée, le centre était en pleine restructuration. Les activités socio-éducatives avaient cessé et les enfants vivant au centre devaient s'occuper seuls toute la journée. Nous avons donc eu l'idée d'ouvrir une salle de jeux pour eux. Trois après-midi par semaine, nous regroupions les enfants afin de faire des jeux plus sains et instructifs. Nous étions toujours accompagnées d'un autre intervenant afin de pouvoir mieux communiquer avec les enfants. Nous avons eu beaucoup de plaisir à réaliser des activités de toutes sortes : sports, jeux coopératifs, jeux éducatifs, correspondance Québec-Sénégal, arts plastiques... Les enfants ont manifesté un grand enthousiasme pour les activités de la salle de jeux. Ils y venaient toujours en très grand nombre.

On estime à 600 le nombre d'enfants, âgés entre 6 et 14 ans, vivant sans famille dans les rues de Dakar. On les voit chaque jour déambuler le nez en l'air, l'esprit ailleurs, des boîtes de conserves à la main, ou des chiffons imbibés de diluant à peine cachés dans le creux de leurs mains. Ils sont sales, ne portent pas de chaussures et sont habillés de guenilles, de haillons. Leurs corps sont marqués d'une multitude de plaies, mais ils ne semblent guère s'en soucier. Quand on les voit ainsi, on a tendance à oublier qu'au bout de cette chaîne se cache un enfant avec ses joies et ses peines. Ces enfants qu'on a maintenant tendance à appeler « *les enfants de la rue* » ont tous une histoire, quelquefois elle est terrible, désolante et soulève le cœur. Une histoire qu'ils ne racontent pas à tout le monde, mais à ceux dont ils ont réussi à sonder le cœur, à ceux qu'ils ont appris à connaître et à qui ils peuvent faire confiance.

MANON LOCAS LEHOUX

Fatma Kayhan *militante kurde et féministe*

Lorsque Fatma Kayhan et ses amies ont créé une association de femmes kurdes, à Istanbul, les hommes leur ont lancé : « Vous parlez de recettes, de gâteaux et de couture dans vos réunions ? » « Non, de politique » leur a rétorqué un brin de femme d'à peine 1,60 m. aux boucles brunes un peu folles : Fatma.

Sourde aux railleries, cette journaliste de 37 ans a réalisé son projet : publier une revue écrite entièrement par des femmes kurdes. *Roza* (Naissance du soleil) a vu le jour en 1996. Depuis, le magazine en est à son treizième numéro, chacun tire à 3 000 exemplaires. Et les hommes commencent à vouloir discuter politique avec elle. Une revanche pour celle qui « ne veut pas avoir la vie que nos mères ont eue ».

À travers *Roza*, Fatma conjugue ses deux identités : militante kurde et féministe. Certains articles parlent de la condition des femmes — mariages forcés, châtiments corporels — et dénoncent les viols et les tortures. D'autres relatent la répression menée par l'État turc contre les Kurdes, en Anatolie du Sud-Est où, depuis dix ans, plus de 30 000 personnes ont été tuées.

Ces prises de position donnent lieu à des menaces. Fatma a été convoquée par la Haute Cour de sécurité turque, une instance compétente en matière de terrorisme. Elle est finalement sortie libre : le procureur ne voulait pas croire qu'un journal féminin puisse parler de politique.

La censure existe pourtant. Quatre numéros ont été saisis dès leur parution, une vendeuse emprisonnée. Militante dans l'âme, Fatma se bat de plus en plus. Elle arpente l'Europe pour sensibiliser la diaspora et recueillir des fonds. Elle étudie encore et toujours l'histoire des femmes dans les pays du Sud et jongle entre toutes les contraintes matérielles : elle ne dispose que de 2.100 FF pour réaliser chaque numéro de *Roza*. Un marchand de la ville de Diyarbakir (Anatolie) offre le papier et des bénévoles en assurent la diffusion. « Notre action paraît peut-être dérisoire, confie-t-elle, mais faire ce journal nous demande autant de force que labourer la terre avec les doigts ».

In *Espérances des peuples*, no 379, décembre 1998, tiré de *La Croix* 980808

En mémoire de Hajara

(message traduit de l'anglais et paru sur internet)

Chères amies,

C'est avec un profond sentiment de tristesse et dans la conviction que nous avons subi une grande perte que nous voulons vous faire part du décès inattendu de notre sœur, amie et collègue Hajara Usman, dans la nuit du samedi 26 septembre, après une courte maladie.

Hajara faisait partie de la vie de plusieurs d'entre nous — en particulier dans la défense des droits des femmes et au sein du mouvement associatif en général. Son engagement dans le mouvement des femmes remonte à son adhésion à WIN (Women in Nigeria) dans les années 1985, dont elle a été la Secrétaire Nationale à deux reprises.

Plus récemment en 1994, avec beaucoup d'énergie et d'enthousiasme, elle a organisé et formé les équipes qui ont entrepris dans douze états du Nigéria une recherche sur les aspects et la documentation juridiques en tant que Coordonnatrice du Projet Femmes et Lois au Nigéria dans le cadre du Réseau International de Solidarité Femmes Sous Lois Musulmanes. Elle a personnellement visité tous les états du pays pour expliquer et faire démarrer la recherche. Elle y a fait preuve d'un grand respect pour chaque équipe, et fait en sorte que les priorités de chacune des équipes soient prises en compte et intégrées dans ce projet d'action sur les droits des femmes — en tant que membres de famille, citoyennes et individus — dans les lois musulmanes, coutumières et légales.

À BAOBAB, Hajara se consacrait au travail en solidarité avec celles qui se battent contre les violations de leurs droits humains, la sensibilisation et la mobilisation sur les questions des droits des femmes, afin de permettre à celles-ci d'exercer et de promouvoir leurs droits personnels dans les lois musulmanes, coutumières et officielles, par la formation et le développement des compétences des

personnes engagées dans l'action, et la production de matériel d'information paralégal, ainsi que par la recherche et l'écriture.

Hajara était tout autant engagée sur le terrain que dans la recherche et à l'université. Jusqu'en 1996, elle a été Associée de Recherche au Centre de Recherche Économique et Sociale de l'Université Ahmadu Bello, à Zaria. Elle a été l'une des premières à participer à l'Institut annuel sur le Genre du CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique). Elle a fait partie des fondatrices du Réseau de Recherche sur les Femmes au Nigéria. Les écrits et publications de Hajara ont porté sur ces sujets, tout comme les recherches auxquelles elle a été associée par différentes organisations, entre autres UNICEF et OMS.

Le principal souci de Hajara était d'assurer le mieux possible le respect des droits de la reproduction — au sens large — des femmes et des jeunes filles, et en cela elle était infatigable. C'est sur ce plan qu'elle a apporté le plus, au travers de ses articles et publications, en participant à des assemblées telles que la Conférence sur les Droits de la Personne, à Vienne, la Conférence sur la Population et le Développement au Caire, la Conférence des Femmes à Beijing et la Conférence Femmes et Santé à Rio de Janeiro. Elle a ainsi activement contribué à la mise en forme de la pensée sur ces sujets et au rapprochement des visions locales et globales, au travers des réseaux internationaux auxquels elle a contribué.

L'engagement et l'énergie de Hajara vont terriblement nous manquer. Nous regrettons aussi son merveilleux sens de l'humour moqueur et sa loyauté envers ses convictions et ses amis. ☺

BOABAB - for Women's Human Rights
25 Musa Yar Adua Street
P O Box 73630
Victoria Island, Lagos, Nigeria
Tel/Fax (+234 1) 617-134
e-mail: baobab@baobab.com.ng



On nous écrit

Bukavu, le 9 - 12 - 1998
C/o Cerdaf
B.P. 333, Cyangugu
Rwanda

À Mesdames du Comité de Rédaction de *L'autre Parole*,

Objet : Prise de contact
 Demande de documentation

Mes chères Dames,

Nous avons tenu à vous écrire en vue de nouer contact avec vous et votre journal *L'autre Parole*, mais aussi nous faire connaître à vous.

Voici quelques mois que nous sommes en possession de votre adresse sans que nous puissions amorcer le contact, vu les circonstances difficiles que nous traversons.

Néanmoins, nous espérons que notre « présent » courrier vous parviendra.

Présentation

En bref, AFECEF (Association des femmes cadres pour l'épanouissement intégral de la femme) est une O.N.G. qui existe à Bukavu, en République Démocratique du Congo, depuis 1992. Malgré la conjoncture difficile, nous nous efforçons d'offrir aux femmes — dans les sphères variées de la vie :

Encadrement moral, matériel, intellectuel.

Nous travaillons avec des associations d'initiatives locales et des groupements paysans.

Organisation de conférences, de sessions de formation.

Publications et alphabétisation

Autres services : encadrement aux orphelins, service d'une petite bibliothèque.

Notre souhait

Nous sollicitons auprès de vous :

- . L'envoi de quelques anciens numéros de *L'autre Parole* plus significatifs, concernant la femme.
- . Établir en quelque sorte un partenariat entre vous et nous AFECEF (par correspondance, échange d'expériences)

Vous pourriez nous aider ainsi à sortir de notre enclavement.

- . L'obtention d'un abonnement à *L'autre Parole*
- . Autres appuis...

Dans l'attente d'une attention particulière et suite favorable, que vous ne manquerez pas de nous réserver, veuillez agréer, mes chères Dames du comité de rédaction, nos meilleurs sentiments.

Pour AFECEF /Bukavu (R.D.C.)
Mme Florence Mitima Munsala S.

Montréal, 26 janvier 1999

Madame Florence Mitima Munsala S.
AFCECF
Bukavu RDC
Rép. démoc. Congo
Afrique

Madame,

Nous accusons réception de votre lettre adressée à notre Collective en décembre dernier. Etant donné les difficultés que vous vivez dans votre pays, il nous fait plaisir de vous faire parvenir notre revue gratuitement. Elle est publiée quatre fois l'an et traite de divers thèmes qui nous préoccupent en tant que féministes chrétiennes.

De plus, nous serions intéressées de connaître plus en détail les projets sur lesquels vous travaillez au sein de votre communauté. Cela pourrait être une bonne source d'échanges.

Votre lettre contient deux adresses. Aussi, il nous est difficile de savoir à quel endroit acheminer la correspondance. Pour le moment, nous acheminerons la revue en République démocratique du Congo. Toutefois, si vous désirez que le courrier soit posté à Cyangugu, Rwanda, faites-nous en part et nous corrigerons le lieu de l'envoi.

Pour terminer, la Collective *L'autre Parole* souhaite, à toutes les femmes qui travaillent dans votre association, que 1999 soit une année fertile et décisive dans les projets auxquels vous avez foi.

Hélène Saint-Jacques
pour la Collective *L'autre Parole*

Comment allez-vous ? II

Au Paradis, on rencontre beaucoup de gens, et la politesse exige qu'on leur demande : « Comment allez-vous ? » Déjà je vous ai donné des nouvelles d'un certain nombre de membres illustres de la céleste assemblée. Comme en général le ton là-haut est à l'optimisme, j'ai pensé ensoleiller votre fin d'hiver en vous faisant rencontrer quelques autres célébrités du *Who's who* des trépassés judéo-chrétiens. Mais, tout à fait entre nous, il y a plein de bouddhistes, d'hindous, de musulmans, d'animistes et de rien du tout dans la cour de l'Éternelle, qui va, vous vous en doutiez, «infiniment bien ».

Suivez-moi, pour rencontrer les gens de la parenté et recueillir leurs impressions. Quand j'ai demandé à la cantonade : « Comment allez-vous ? », voici ce que tout ce beau monde m'a répondu.

Ève : « Je continue sur terre à être victime de mauvaises langues. Ici ça va. »

Adam, quant à lui, m'a affirmé être très heureux d'avoir vécu avec une femme de rêve. Et ça continue d'autant mieux, a-t-il précisé, qu'ils sont maintenant délivrés des sales querelles de leurs deux fils.

Job : « Je n'ai plus à me plaindre. »

Jérémie : « Je ne me lamente plus. »

Mathusalem : « Je ne trouve pas le temps long. »

Noé : « Je mets toujours beaucoup d'eau dans mon vin. »

La femme de Loth : « Ma vie ne manque pas de sel. »

Judith : « Fatiguée, je n'ai pas d'endroit où poser la tête. »

Véronique : « Je me sens sage comme une image. »

Marie-Madeleine : « Heureuse ! j'en pleure de joie. »

L'aveugle-né : « Bien, ça se voit, non ? »

L'ex-sourd-muet : « Très bien, je vous le dis, et j'entends que ça continue. »

L'hémorroïsse : « Je ne me fais plus de mauvais sang. »

Le paralytique : « Ça marche sur des roulettes. »

Saint Étienne : « Je fais toujours d'une pierre deux coups. »

Saint Laurent : « Je grillais d'impatience de vous rencontrer. » (Il est charmant !)
Saint Sébastien : « Je fais bois de toute flèche. »
Saint Denis : « Je ne sais plus où j'ai la tête. »
Saint Hubert : « C'est bête, mais un souci chasse l'autre. »
Sainte Catherine d'Alexandrie : « Le jour tire à sa fin, et je n'ai pas encore pris le temps de me coiffer. »
Sainte Catherine de Sienne : « Exaltée, j'aurais besoin d'une soupape. Comme vous le voyez, j'aime les calembours. »
Saint Dominique : « Bien, grâce à mon bon Ordre. »
Saint Benoît : « Bien, je mène une vie très réglée. »
Les saints martyrs canadiens : « Après le camping sauvage, c'est le grand luxe ici. »
Le frère André : « Tout baigne dans l'huile. »

Les anges gardiens, tous occupés à plein temps, se plaignent d'être menés sur terre à un train d'enfer. D'autres en ont assez de tirer le diable par la queue, mais l'emploi offre tout de même des avantages marginaux. Et puis, ils se félicitent d'avoir gagné en popularité. Ils sont toutefois fort agacés que tant d'histoires *flyées* circulent à leur sujet. Comme ils aimeraient pouvoir en rayer plusieurs d'un trait de plume !

Judas ne veut voir personne avant la semaine des trois jeudis, vous comprenez pourquoi. Celui-là a été rescapé de justesse.

J'ai aussi rencontré des anonymes qui m'ont priée de vous saluer. Une fermière m'a affirmé aller « vachement bien »; une forgeronne s'est félicitée de sa santé de fer, et une pompière est restée, comme il se doit, tout feu tout flamme. Des musulmanes, croisées à un carrefour, m'ont dit : « Ici, nous avons le vent dans les voiles. Femmes de tous les pays, de toutes les cultures, de toutes les religions, unissez-vous. L'avenir sourit aux audacieuses. »

Message reçu. Message transmis. À la prochaine ! ☺

MARIE GRATTON, *Myriam*

SAVIEZ-VOUS QUE...

LE SYNODE DE MONTRÉAL VOTE EN FAVEUR DU MARIAGE DES PRÊTRES ET DE L'ORDINATION DES FEMMES

En décembre 1998, les 700 délégués du Synode de Montréal se sont prononcés à 66 % en faveur du mariage des prêtres et de l'ordination des femmes. Toutefois, ces deux propositions n'ont pas obtenu la majorité des deux tiers (66,6 %) requise pour être adoptées formellement. Si l'accès des hommes mariés au sacerdoce n'est pas interdit au plan théologique et est donc susceptible de recevoir l'aval du Vatican, l'acceptation du sacerdoce des femmes risque de nécessiter encore de longs débats bien que les autorités de l'Église catholique montréalaise disent y voir une voie d'avenir.

MARIE-MADELEINE FIGURE FÉMININE DU CHRIST

Le quotidien montréalais *The Gazette* (09.11.99) consacre un article au numéro de *L'Autre parole* de l'automne 1998 portant sur Marie-Madeleine. Marie-Madeleine est devenue, à la lumière d'une réinterprétation des Écritures faite par les théologiennes féministes qui collaborent à *L'Autre parole*, une figure représentant le Christ, donc annonciatrice d'une promesse de résurrection pour l'ensemble des êtres humains. La réflexion théologique que propose *L'Autre parole* conduit à une « réhabilitation » de Marie-Madeleine qui correspond aux attentes et aux intuitions de bien des femmes. Cette réflexion se base

entre autres sur le fait que ce n'est pas la masculinité du Christ qui est porteuse d'espoir, mais son humanité et la valeur primordiale accordée à l'amour universel, voire à l'amour humain.

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA PUBLICATION D'UN LIVRE QUI A FAIT LE TOUR DU MONDE

L'année 1999 marque le cinquantième anniversaire de la publication du « Deuxième sexe » de la philosophe française et écrivaine Simone de Beauvoir. Pour souligner l'événement, un Colloque international a eu lieu à Paris réunissant des femmes de tous les horizons. De retour de la capitale française, la professeure de sociologie à l'UQAM, Francine Descarries, a donné un aperçu du déroulement et des points saillants du colloque.

À QUAND LE CLONAGE DES HUMAINS ?

Un procédé inquiétant de reproduction d'êtres humains par manipulation génétique pourrait voir le jour selon un modèle inspiré des expériences réussies sur des animaux. Bien que 180 pays se soient déjà engagés à l'interdire et que les États-Unis ait suspendu le financement public des recherches dans ce domaine, plusieurs scientifiques pensent que tôt ou tard la photocopieuse de l'Homo sapiens va se mettre en fonction. Un grand débat de société promet donc de prendre place dès le début du troisième millénaire. Et l'an 2000, c'est demain.

AGATHE LAFORTUNE, Vauiki

L'autre Parole est en vente dans les librairies suivantes :
à Montréal : La Librairie des Éditions Paulines
à Rimouski : La Librairie du Centre de pastorale

On peut s'abonner ou obtenir des exemplaires des numéros précédents
en écrivant à *L'autre Parole*, à l'adresse indiquée ci-dessous.

Le bulletin **L'autre Parole** est la publication de la Collective du même nom.

Comité de rédaction : *Mélany Bisson, Denise Couture, Yvette Laprise,*
Marie-Andrée Roy et Hélène Saint-Jacques

Travail d'édition : *Lorraine Archambault*

Illustration de la page couverture : *Jacqueline Roy*

Impression : Centre d'impression et de reproduction NOIR sur BLANC, Inc.

Abonnements : *Hélène Saint-Jacques*

Téléphone : (514) 355-4217

Abonnement régulier : 1 an (4 nos)	=	12,00\$
2 ans (8 nos)	=	22,00\$
de soutien	=	
		25,00\$, 50,00\$, 75,00\$, 100,00\$
outre-mer 1 an	=	14,00\$
2 ans	=	24,00\$
à l'unité	=	4,00\$

Chèque ou mandat-poste à l'ordre de : *L'autre Parole*

Adresse : C.P. 393, Succursale C, Montréal (Québec) H2L 4K3

Téléphone : (514) 374-6414, télécopieur : (514) 374-0581

Courriel : yvette@cam.org

Site internet : <http://www.er.uqam.ca/nobel/r22734>

Courrier de deuxième classe — Enregistrement no 7153

Port de retour garanti
